

Campagne élections régionales décembre 2015

notre organisation de solidarité internationale est fortement engagée depuis des années dans la lutte contre l'évasion fiscale, qui prive chaque année les pays en développement de ressources dont ils cruellement besoin. Le manque à gagner pour les pays en développement se chiffre à 180 milliards d'euros chaque année a minima selon le FMI, soit 1,5 fois plus que l'aide publique au développement reçue. La France aussi souffre de ces pratiques : chaque année, selon les derniers chiffres de l'OCDE, l'optimisation fiscale agressive des entreprises multinationales nous ferait perdre 9 milliards d'euros soit un montant qui permettrait de passer sous le niveau des 3% du déficit public.

Entre 2011 et 2014, 19 régions françaises sur 22 ont pris des engagements sur ce sujet. En effet, les régions interpellées par les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire et d'autres membres de la campagne Stop paradis Fiscaux ont été les premières à adopter des délibérations demandant aux banques d'être plus transparentes poussant ainsi l'Etat à adopter en juillet 2013 une juridiction contraignante vis à vis des banques.

Aujourd'hui, il serait important que notre région **s'engage / ou / poursuive** son engagement dans la lutte contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale en encourageant cette fois fortement les entreprises avec lesquelles elle travaille à être plus transparentes.

Une des mesures clés pour lutter contre les pratiques d'optimisation fiscale agressive des multinationales consiste à leur demander de rendre publiques des informations concernant leur activité (bénéfices, chiffre d'affaires, nombre d'employés) et les impôts qu'elles payent dans chacun des pays où elles sont présentes. La publication de ces informations aura trois effets bénéfiques :

- exercer un effet dissuasif sur les entreprises qui pratiquent l' « optimisation fiscale agressive »
- rétablir un équilibre face à la concurrence déloyale exercée par ces grandes entreprises sur les PME qui ne disposent pas d'un vaste réseau de filiales leur permettant de transférer des bénéfices dans des territoires à fiscalité faible.
- restaurer la confiance des citoyens dans les systèmes fiscaux nationaux, fortement ébranlée par les récents scandales qui ont pointé du doigt la capacité des grandes entreprises à échapper à l'impôt (Google, Starbucks, Amazon, Mc Donald, Luxleaks...)

Depuis 2013, les banques françaises sont obligées de rendre publiques ces informations, et ce en grande partie grâce à la forte mobilisation des collectivités locales et en particulier des régions.

Pour obtenir des résultats concrets dans la lutte contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale, tous les acteurs doivent se rassembler pour faire avancer la transparence financière. Nous avons pu mesurer le rôle décisif qu'ont joué les engagements des régions et des collectivités locales au moment du vote de la loi bancaire en 2013. Nous pensons que les régions doivent continuer d'être pionnières sur ce sujet et il serait regrettable que notre région reste en marge de la dynamique lancée par la plupart des régions françaises.

